



الخزينة العامة للمملكة
TRÉSORERIE GÉNÉRALE DU ROYAUME

PRESS BOOK



Bulletin mensuel
Statistiques des Finances Publiques
à fin Décembre 2018

Février 2019

SOMMAIRE

Finances publiques : La douane fait recette/Al Bayane du 30 Janvier 2019 p.1-2	4
La TGR vient de confirmer 38 milliards DH de déficit budgétaire en 2018/Aujourd'hui Le Maroc du 30 Janvier 2019 p.1-5	6
Finances publiques : Le déficit budgétaire se creuse en 2018 / Les Inspirations Eco du 30 Janvier 2019 p.1-6.....	7
p.6	8
Finances publiques : 7,2 milliards de DH d'impôts restitués/l'Economiste du 30 Janvier 2019 p.11	9
Déficit budgétaire 37,7 milliards de Dhs/L'Opinion du 30 Janvier 2019 p.1-3	10
Finances publiques : Déficit budgétaire de 37,7 milliards de DH à fin 2018 contre 35,7 milliards en 2017 / Le Matin du 30 Janvier 2019 p.1-8	12
Le chiffre 9,3 milliards de DH/Le Matin Eco du 31 Janvier 2019 p.22	14
Trésor public. Le déficit se creuse de 2 milliards de dirhams en 2018 / Finances News du 01 Février 2019 p.40	15
Le déficit budgétaire pour 2018 ressort à 41,4 milliards de DH,soit 3,7% du PIB/La Vie Eco du 01 Février 2019 p.50	16
Finances publiques , Budget 2018 : Le Maroc doit son salut aux pays du Golfe/www.ecoactu.ma du29 janvier 2019.....	17
Le Fisc et la Douane sauvent le Budget de l'Etat en 2018/www.medias24.com du 29 janvier 2019	19
وزارة المالية : 2018 انتهت بعجز في الخزينة ناهز 38 مليار درهم / الاتحاد الاشتراكي في يناير 2019 ص.4-1	23
عجز الميزانية بلغ 37,7 درهم حتى متم دجنبر 2018 مليار / النهار المغربية في 30 يناير 2019 ص.3	24
عجز الميزانية بلغ 37,7 مليار درهم حتى متم دجنبر 2018/الأخبار في 31 يناير 2019 ص.5 25 مدا خيل الضريبة على الدخل فاقت 42 مليار درهم في 2018/ الاتحاد الاشتراكي في 31 يناير 2019 ص.4	26
عجز الميزانية يتفاقم ب 37,7 ملايين درهم / الأحداث المغربية في 31 يناير 2019 ص.16 ..27 عجز الميزانية بالمغرب يقفز إلى 37.7 مليار درهم / المساء في 31 يناير 2019 ص.5	29
37,7 مليار درهم عجز الميزانية متم دجنبر 2018 / النهار المغربية في 31 يناير 2019 ص.4 30 عجز الميزانية يتفاقم في 2018 بملياري درهم / أخبار اليوم في 01 فبراير 2018 ص.7	31
الخزينة العامة للمملكة :عجز الميزانية بلغ 37,7 مليار درهم حتى متم دجنبر / m.medi1tv.ma du 29 janvier 2019	32

ARTICLES

Finances publiques

La douane fait recette

■ Hajar Benezha

Le redressement se confirme pour les finances publiques. A fin décembre 2018, le solde ordinaire dégage un excédent de 23,1 milliards de DH contre 17,4 milliards un an auparavant. Ceci, sous l'effet d'une hausse des rentrées d'impôts, comme les statistiques provisoires de la Trésorerie générale du Royaume. En 2018, les recettes ordinaires ont grimpé de 15,5%. Ceci, sous l'effet d'une hausse importante des rentrées douanières qui ont bondi de 5,7%. Selon le tableau de bord de TGR, l'augmentation des recettes douanières provient pour une part importante des droits de douane (+12,9%), de la TVA à l'importation (6,4%) et de la TIC sur les produits énergétiques (0,2%). La TIC sur les tabacs manufacturés a aussi fortement contribué à l'augmentation des recettes. En ce qui concerne la fiscalité domestique, l'IR a fait recette (+4,4) pour totaliser 42,02 milliards de DH. En revanche, l'IS a reculé de 0,2%. Alors que la loi de finances tablait sur 51,6 milliards de DH, la 2ème source des recettes de l'Etat a rapporté 50,8 milliards. La fiscalité indirecte n'est pas en reste. Pour la TVA, la hausse a été de 5,7%. Le produit de la taxe à l'import a encore dépassé celui de la TVA à l'intérieur.

P2

Finances publiques

La douane fait recette



■ Suite de la Une

Les recettes non fiscales (participations de l'Etat, fonds de concours et recettes diverses) enregistrent une forte hausse (+114%) en raison notamment de la hausse des versements des comptes spéciaux du Trésor au profit du budget fédéral. En effet, ces versements ont franchi la barre de 31 millions de DH contre 6,4 millions de DH. Les recettes de monopole ont augmenté pour atteindre 9,3 milliards de DH à fin décembre 2018 contre 8,2 milliards à fin décembre 2017. Sur ce total, 2 milliards proviennent de l'OCP et 1,4 milliards de Maroc Telecom. La CDG n'a effectué aucun remboursement.

Au niveau des dépenses, l'Etat semble peine à réduire son train de vie. Certes, l'évolution de la structure des dépenses du budget général fait ressortir une baisse au niveau des charges de personnel. Mais chiffre est à prendre avec des pincettes puisque cette baisse résulte surtout du retard lié aux avancements et au lancement des concours de recrutement dans certains ministères. D'autant que les dépenses d'investissement sont en augmentation, en raison notamment de la hausse de 2,2% des dépenses des ministères.

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, la situation des ressources du Trésor dégage un déficit du Trésor de 37,7 milliards de DH à fin décembre dernier.

Dette extérieure

A fin décembre 2018, le financement extérieur a été négatif de 1,9 milliard de DH. Les remboursements du principal de la dette extérieure ont atteint 8,4 milliards et les tirages ont été de 6,4 milliards, dont 2,8 MMDH auprès du FMA, 1,6 MMDH auprès de la BAD et 1,5 MMDH auprès de la BIRD.

La TGR vient de confirmer 38 milliards DH de déficit budgétaire en 2018

Voir page 5

Il s'est aggravé de 2 milliards de dirhams

Un déficit budgétaire de près de 38 milliards de dirhams à fin 2018

Il s'est creusé de 2 milliards de dirhams (MMDH) par rapport à l'année 2017. Le déficit budgétaire ressort à fin 2018 à 37,7 MMDH contre 35,7 MMDH une année auparavant. Une aggravation relevée dans les dernières statistiques des finances publiques de la Trésorerie générale du Royaume (TGR). Ce déficit tient compte d'un solde négatif de 17 MMDH dégagé par les comptes spéciaux du Trésor (CST) et les services de l'État gérés de manière autonome (SEGMA). La situation provisoire des charges et ressources du Trésor fait ressortir des recettes ordinaires de l'ordre de 266,9 MMDH contre 231,1 MMDH réalisés au titre de l'exercice 2017. Ces recettes s'inscrivent en hausse de 15,5% compte tenu d'un verse-

ment exceptionnel de 24 MMDH effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé «Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe» au profit du budget général. Hormis ce versement, la hausse des recettes ordinaires s'établirait à 5,1%. Une augmentation qui résulte de la hausse de 114,8% des recettes non fiscales, de 2,6% des impôts directs, de 12,9% des droits de douane, de 5% des impôts indirects et de 4,6% des droits d'enregistrement et de timbre.

Quant aux dépenses émises au titre du budget général, la TGR relève un repli de 0,8%, soit 322,7 MMDH à fin décembre 2018. Ce repli s'explique par la diminution de 13,1% des charges de la dette budgétisée,



conjuguée à la hausse de 3,1% des dépenses de fonctionnement et de 1,2% des dépenses d'investissement. Les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 471,4 MMDH en 2018, représentant un taux global d'engagement de 86% contre 83% un an auparavant. Notons que les dépenses émises ont été de 109,2 MMDH, et ce compte tenu du versement de 31,8 MMDH au profit du budget général. Ces dépenses intègrent la part imputée aux comptes spéciaux du Trésor au titre des remboursements, dégrè-

vements et restitutions fiscaux pour 2,5 MMDH. Le solde de l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor est négatif pour 17,8 MMDH. Hormis le versement exceptionnel de 24 MMDH effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé «Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe» au profit du budget général, ce solde est positif de 6,2 MMDH. Pour ce qui est des recettes des SEGMA, elles se sont chiffrées à 3,6 MMDH contre 3 MMDH, en hausse de 20,7%, alors que les dépenses émises ont été de 2,85 MMDH, en baisse de 3,2%.

Finances publiques. Le déficit budgétaire se creuse en 2018

La situation provisoire des charges et ressources du Trésor fait état d'un déficit budgétaire de 37,7 MMDH en 2018 contre 35,7 MMDH une année plus tôt, soit une hausse de 5,6%.

P. 6

Finances publiques. Le déficit budgétaire se creuse en 2018

La situation provisoire des charges et ressources du Trésor fait état d'un déficit budgétaire de 37,7 MMDH en 2018 contre 35,7 MMDH une année plus tôt.

Alya Alami

37,7 MMDH: tel est le montant du déficit budgétaire enregistré en 2018. En effet, selon la Trésorerie générale du royaume (TGR) dans son Bulletin mensuel de statistiques des finances publiques de décembre 2018, la situation provisoire des charges et ressources du Trésor fait état d'un déficit en hausse par rapport à celui enregistré en 2017, qui était de 35,7 MMDH. D'après la TGR, ce déficit tient compte d'un solde négatif de 17 MMDH dégagé par les comptes spéciaux du Trésor

(CST) et les services de l'État gérés de manière autonome (SEGMA). Dans le détail, les recettes ordinaires se sont établies à 266,9 MMDH contre 231,1 MMDH en 2017, en hausse de 15,5% compte tenu d'un versement exceptionnel de 24 MMDH effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé «*Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe*» au profit du Budget général. Hormis ce versement, les recettes ordinaires se sont améliorées de 5,1%. Cette amélioration s'explique notamment par la hausse des recettes non fiscales de 114,8%, des impôts directs

(+2,6%), des droits de douane (+12,9%), des impôts indirects (+5%) et des droits d'enregistrement et de timbre (4,6%). S'agissant des dépenses émises au titre du Budget général, elles se sont repliées de 0,8% à 322,7 MMDH à fin décembre 2018, en raison de la diminution de 13,1% des charges de la dette budgétisée conjuguée à la hausse de 3,1% des dépenses de fonctionnement et de 1,2% des dépenses d'investissement. Les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 471,4 MMDH en 2018, représentant un taux global d'engage-

ment de 86% contre 83% un an auparavant, ajoute la même source. Le recul des charges de la dette budgétisée s'explique en grande partie par la baisse de 21,6% des remboursements du principal (35 MMDH contre 44,6 MMDH), due notamment à l'impact des opérations de rachat et d'échange de bons de Trésor en vue de réajuster le profil de la dette ainsi que par la diminution du recours aux bons à court terme. Concernant les recettes des comptes spéciaux du Trésor, elles ont atteint 91,4 MMDH, compte tenu des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 15,8 MMDH et de la rentrée de 2,8 MMDH au titre des dons des pays du Golfe. Pour ce qui est des dépenses émises, elles ont été de 109,2 MMDH compte tenu du versement de 31,8 MMDH au profit du Budget général, sachant que ces dépenses intègrent la part imputée aux CST au titre des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscales pour 2,5 MMDH. ●

Finances publiques

7,2 milliards de DH d'impôts restitués

- Les recettes fiscales augmentent, les dépenses aussi
- 0,98% des entreprises (contre 0,83% en 2017) assurent 80% des rentrées de l'IS
- Le déficit budgétaire se creuse de 2 milliards de DH

LES données sont provisoires, mais elles ont le mérite de donner une image sur la situation des finances publiques en 2018. Le déficit budgétaire s'établit à 37,7 milliards de DH. Il s'est détérioré de 2 milliards de DH. L'année s'est terminée sur une hausse des recettes fiscales de 4,2% (elles ne tiennent pas compte de la part affectée aux collectivités territoriales. La Cour des comptes avait recommandé de présenter le montant intégral recouvré pour chaque impôt, y compris les sommes prélevées en vertu de la loi au profit des collectivités territoriales), et des dépenses de 2,9%.

L'accroissement des dépenses du personnel, poste incompressible, est contenu à 1%, s'établissant à 105,9 milliards de DH. Mais ne tient pas compte des contributions de l'Etat-employeur au titre de la couverture médicale. Sinon, l'augmentation serait bien au-delà de 1%.

Le poste «Autres biens et services» a pris 6,8%. Il inclut le transfert de 16,9 milliards de DH à la Caisse marocaine de retraite, 22,8 milliards pour les établissements et entreprises publics et un montant de 2,8 milliards de DH aux comptes spéciaux du Trésor.

Le point positif dans ces dépenses est l'accroissement des remboursements, dégrèvements et restitutions d'impôts de 14,2%, s'établissant à 7,3 milliards de DH. Les remboursements de TVA, qui impactent directement la trésorerie des entreprises, se sont élevés à 5,1 milliards de DH (source: TGR). Les chiffres de la direction générale des Impôts indiquent qu'ils ont atteint 7,3 milliards de DH à fin décembre 2018.

L'année s'est néanmoins achevée sur un recul de la charge de compensation (2,1%) à 13,7 milliards de DH.

Les rentrées d'impôts ont augmenté de 4,2%, un niveau au-dessus de l'évolution du PIB qui devrait s'établir à 3%, selon les prévisions du Haut-Commissariat au plan.

Comme annoncé en exclusivité par L'Economiste, les recettes générées par les droits d'importation et la TVA à l'import ont évolué respectivement de

Les recettes fiscales affectées au budget général

Nature	Recettes ordinaires en milliards de DH
Taxe sur la valeur ajoutée	60,35
- à l'importation	38,25
- à l'intérieur	22,09
Impôt sur les sociétés	49,86
Impôt sur le revenu	41,80
TIC prod. énergétiques	15,73
Droits d'enregistrement	15,63
TIC tabacs manufacturés	10,82
Droits de douane	9,69
Monopoles	9,29
Majornations de retard	2,85
Fonds de concours	1,92

Source: TGR

La TVA, l'IS et l'IR constituent les trois premières sources de recettes du budget de l'Etat

12,9% et 6,4%. A elle seule, la TVA sur les produits énergétiques a pris 15,7% et celle sur les autres produits 4,6%. La TVA à l'intérieur reste également sur un trend haussier (4,8%) renvoyant ainsi au maintien de la consommation. Les recettes de l'impôt sur les sociétés, baro-

mètre de la situation des entreprises, ont atteint 50,9 milliards de DH. Il s'agit là du montant affecté au budget général et qui ne tient pas compte de la part qui revient aux collectivités territoriales (4%). En l'intégrant, les recettes de l'IS atteignent 52,4 milliards de DH. Ce résultat est at-

tribué à l'accroissement des entreprises bénéficiaires. Mais cela n'a pas changé une donnée structurelle: le nombre réduit d'entreprises qui assurent l'essentiel des recettes, soit moins de 0,98% des sociétés (contre 0,83% en 2017) pour 80% des rentrées! Cette année, la grille de l'IS a subi un nouveau changement: le taux de 10% est maintenu pour le bénéfice net inférieur ou égal à 300.000 DH. La tranche comprise entre 300.001 DH et 1 million de DH sera imposée au taux de 17,5% contre 20% l'année dernière et 31% s'appliquera au-delà de 1 million de DH. Les assises fiscales, prévues en mai prochain, devraient tracer un cap. Ce qui permettra de rompre avec l'instabilité fiscale des dernières années puisque des modifications importantes étaient introduites à chaque loi de finances.

Les recettes de l'impôt sur le revenu affectées au budget général ont progressé 4,4% s'établissant à 42 milliards de DH. Les restitutions sont également en hausse: 254 millions de DH à fin décembre 2018 contre 122 millions à la même période de l'année précédente. Un effort a été fourni pour amener certaines activités à plus de transparence et mettre fin aux anomalies en particulier auprès des professions libérales. Le fisc a évalué l'évasion fiscale au titre de l'IR professionnel à près de 5 milliards de DH. Il s'est appuyé sur la data et donc sur les informations fournies par d'autres départements. □

Khadija MASMOUDI

9,3 milliards de DH de produits de monopole

LES recettes non fiscales sont à 50,5 milliards de DH, en hausse de 114,8%. Elles tiennent compte du versement de 24 milliards de DH du compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe. Les produits des monopoles et participations (dividendes) ont atteint 9,3 milliards de DH, en accroissement de 13,9%. Seule la CDG n'a pas versé de dividende et ce, depuis 2016. 2018 s'est également caractérisée par la rentrée de 1 milliard de DH au titre des certificats de Sukuk. □

Déficit budgétaire

37,7 milliards de Dhs

La situation provisoire des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 37,7 milliards de dirhams (MMDH) en 2018, contre 35,7 MMDH un an auparavant, selon la Trésorerie Générale du Royaume (TGR).

Ce déficit tient compte d'un solde négatif de 17 MMDH dégagé par les comptes spéciaux du Trésor (CST) et les services de l'État gérés de manière autonome (SEGMA), précise la TGR dans son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques de décembre 2018.

Le bulletin fait également ressortir que les recettes ordinaires se sont établies à 266,9 MMDH contre 231,1 MMDH en 2017, en hausse de 15,5% compte tenu d'un versement exceptionnel de 24 MMDH effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé "Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe" au profit du budget général.

Hormis ce versement, les recettes ordinaires se sont améliorées de 5,1%, note la même source qui explique cette augmentation par la hausse des recettes non fiscales de 114,8%, des impôts directs (+2,6%), des droits de douane (+12,9%), des impôts indirects (+5%) et des droits d'enregistrement et de timbre (4,6%).

Quant aux dépenses émises au titre du budget général, elles ont reculé de 0,8% à 322,7 MMDH à fin décembre 2018, en raison de la diminution de 13,1% des charges de la dette budgétisée, conjuguée à la hausse de 3,1% des dépenses

Déficit budgétaire

37,7 milliards de Dhs

»»» de fonctionnement et de 1,2% des dépenses d'investissement, relève la TGR.

Les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 471,4 MMDH en 2018, représentant un taux global d'engagement de 86% contre 83% un an auparavant, ajoute la même source.

Le recul des charges de la dette budgétisée s'explique en grande partie, par la baisse de 21,6% des remboursements du principal (35 MMDH contre 44,6 MMDH) due notamment à l'impact des opérations de rachat et d'échange de bons de Trésor en vue de réajuster le profil de la dette ainsi que par la diminution du recours aux bons à court terme. Concernant les recettes des comptes spéciaux du Trésor, elles ont atteint 91,4 MMDH, compte tenu des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 15,8 MMDH et de la rentrée de 2,8 MMDH au titre des dons des pays

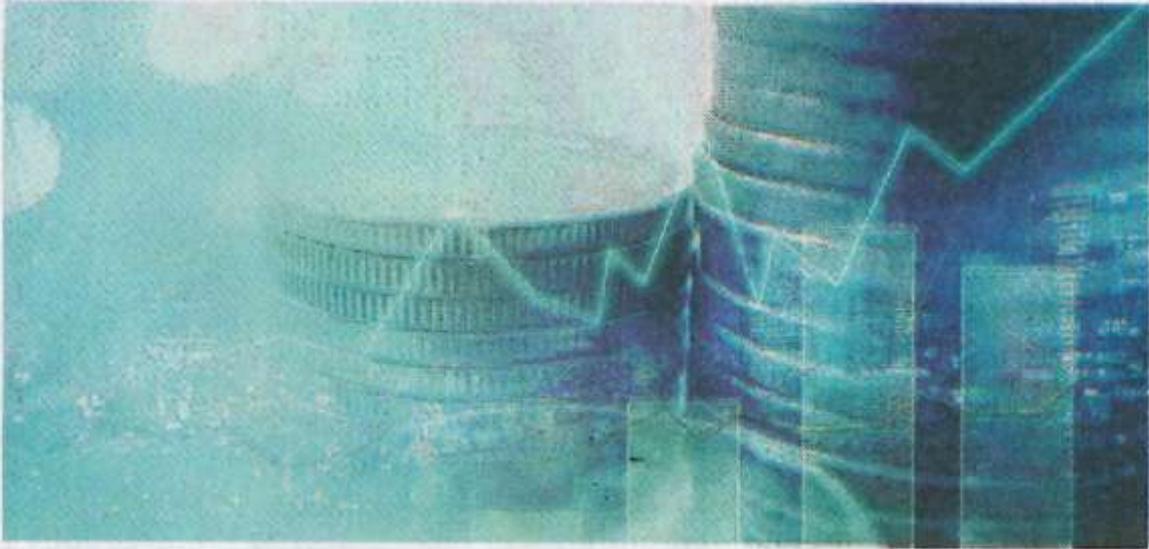
du Golfe. Les dépenses émises ont été de 109,2 MMDH compte tenu du versement de 31,8 MMDH au profit du budget général, fait savoir la TGR, notant que ces dépenses intègrent la part imputée aux CST au titre des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux pour 2,5 MMDH.

Le solde de l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor est négatif pour 17,8 MMDH, relève le bulletin, ajoutant que, hormis le versement exceptionnel de 24 MMDH effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé "Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe" au profit du budget général, ce solde est positif de 6,2 MMDH.

Pour ce qui est des recettes des SEGMA, elles se sont chiffrées à 3,6 MMDH contre 3 MMDH à fin décembre 2017, en hausse de 20,7%, alors que les dépenses émises ont été de 2,85 MMDH contre 2,94 MMDH un an auparavant, en diminution de 3,2%, selon la même source.

Finances publiques

Déficit budgétaire de 37,7 milliards de DH en 2018 contre 35,7 milliards en 2017



La situation provisoire des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 37,7 milliards de dirhams en 2018, contre 35,7 milliards un an auparavant, selon la Trésorerie générale du Royaume. Ce déficit tient compte d'un solde négatif de 17 milliards de DH dégagé par les comptes spéciaux du Trésor et les services de l'État gérés de manière autonome.

Finances publiques

Le déficit budgétaire se creuse à 37,7 milliards de DH à fin 2018

Le déficit budgétaire a renoué avec l'alourdissement en 2018, après un net allègement en 2017. Et ce, malgré une évolution des recettes ordinaires (15,5% à 266,9 milliards grâce à un versement exceptionnel) nettement plus rapide que celle des dépenses ordinaires (2,9% à 219,83 milliards). Le déficit du Trésor s'est ainsi élevé à 37,7 milliards de DH à fin 2018, contre un déficit de 35,7 milliards un an plus tôt.

L'Exécutif n'est pas arrivé à réduire le déficit budgétaire en 2018. Bien au contraire, le déficit du Trésor s'est creusé de deux milliards de DH, passant à 37,7 milliards au cours de l'année dernière, selon la situation provisoire de l'exécution de la loi de Finances arrêtée par la Trésorerie générale du Royaume (TGR). Et ce, au moment où le solde ordinaire est positif de 23,1 milliards contre un solde positif de 17,4 milliards un an auparavant. Ce solde s'est même amélioré davantage, devenant positif de 47,1 milliards, si l'on prend en compte un versement exceptionnel de 24 milliards effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé «Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe» au profit du Budget général.

Le déficit budgétaire s'est aggravé même si les dépenses ordinaires ont évolué à un rythme nettement plus lent que celui des recettes ordinaires. Ces dernières se sont, en effet, accrues de 15,5% compte tenu de ce versement exceptionnel, s'établissant à 266,9 milliards. Sans ce versement, les recettes ordinaires ont enregistré une hausse de 5,1%. L'accroissement des recettes ordinaires est dû à l'augmentation des recettes non fiscales de 114,8% à 50,54 milliards, des impôts directs de 2,6% à 96,57 milliards, des droits de douane de 12,9% à 9,87 milliards, des impôts indirects de 5% à 94,26 milliards et des droits d'enregistrement et de timbre de 4,6% à 15,63 milliards.

Globalement, les recettes fiscales ont atteint 216,4 milliards à fin décembre 2018, en hausse de 4,2%. Leur évolution émane de l'amélioration des recettes douanières de 5,7% à 64,3 milliards et de



Les recettes fiscales ont atteint 216,4 milliards à fin 2018, en hausse de 4,2%.

la fiscalité domestique de 3,3% à 139,4 milliards. Les recettes de cette dernière sont soutenues notamment par les recettes générées par la TVA à l'intérieur qui se sont établies à 27,2 milliards, soit une hausse de 4,8% à fin décembre 2018 et par les recettes de l'IR qui se sont appréciées de 4,4% à 42 milliards. Par contre, les recettes de l'impôt sur les sociétés ont diminué de 0,2% à 50,9 milliards à fin 2018. S'agissant des dépenses ordinaires, elles ont crû de 2,9% à 219,83 milliards. Leur croissance des dépenses ordinaires émises en hausse de 2,9% est due à la hausse de 1% des dépenses de personnel à 105,99 milliards, de 1,1% des charges en intérêts de la dette à 27 milliards, à la diminution de 2,1% des émissions de la compensation à 13,7 milliards. En ce qui concerne les dépenses d'investissement émises au titre du budget général, elles se sont chiffrées à 67,8 milliards à fin décembre 2018, en accroissement de 1,2%, suite à l'augmentation des dépenses des ministères de 2,2% et à la diminution des charges communes de 1%. Les dépenses d'investissement tiennent compte du versement aux comptes spéciaux du Trésor d'un montant de 15,8 milliards contre 15,2 milliards en 2017. ■

Les dépenses d'investissement se sont chiffrées à 67,8 milliards à fin décembre 2018, en accroissement de 1,2%.

Lahcen Oudoud

Le Chiffre

**9,3
milliards
de DH**

Les recettes des monopoles et participations ont atteint 9,3 milliards de DH à fin 2018, en hausse de 13,9%, selon la Trésorerie générale du Royaume.

Trésor public

Le déficit se creuse de 2 milliards de dirhams en 2018



L'évolution des recettes fiscales résulte de la hausse des rentrées douanières ainsi que de la fiscalité domestique.

de 64,3 MMDH à fin décembre 2018 contre 60,8 MMDH (+ 3,5 MMDH) un an auparavant. Pour les entrées réalisées au titre de la fiscalité domestique, elles se sont établies à 139,4 MMDH à fin décembre 2018 contre 135 MMDH un an plus tôt, soit une majoration de 3,3%, et ce malgré une légère baisse des ressources liées à l'impôt sur les sociétés qui se sont élevées à 50,9 MMDH à fin décembre 2018 contre 51 MMDH.

Les dépenses toujours pesantes

Du côté des dépenses engagées par le Trésor, la baisse n'est pas assez importante. Les «dépenses émises au titre du budget général» qui ont été de l'ordre de 322,7 MMDH à fin décembre 2018, en baisse de 0,8% par rapport à leur niveau à fin décembre 2017. Ce recul s'explique par la détérioration de 13,1% des charges de la dette budgétisée, qui s'explique en grande partie par la baisse de 21,6% des remboursements du principal (35 MMDH contre 44,6 MMDH) due notamment à l'impact des opérations de rachat et d'échange de bons du Trésor en vue de réajuster le profil de la dette, ainsi que par la baisse du recours aux bons à court terme. En termes de dépenses toujours, on note la hausse de 3,1% des dépenses de fonctionnement et de 1,2% des dépenses d'investissement. Elles se sont établies respectivement à 192,8 MMDH et 67,8 MMDH. ♦

- ◆ Le déficit du Trésor s'est détérioré passant de 35,7 à 37,7 MMDH.
- ◆ Les dépenses pèsent sur les recettes malgré l'amélioration de ces dernières.

Par B. Chaou
b.chaou@gmail.com

Comme on pouvait s'y attendre, et comme cela avait été annoncé dans le projet de Loi de Finances 2019, le déficit du Trésor s'est bel et bien creusé en 2018. En effet, ce dernier s'est aggravé de 2 milliards de dirhams (MMDH), passant de 35,7 MMDH en 2017 à 37,7 MMDH en 2018, d'après les derniers chiffres publiés par la Trésorerie générale du Royaume (TGR). C'est la première fois depuis 2012 que le déficit budgétaire connaît un tel affaïssement.

Amélioration des recettes

Les recettes ordinaires se sont établies à 266,9 MMDH contre 231,1 MMDH à fin décembre 2017, en nette hausse de 15,5% compte tenu d'un versement exceptionnel de 24 MMDH effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé «Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe» au profit du budget général. Hormis ce versement, les recettes ordinaires ont enregistré une hausse de 5,1%. Aussi, cette progression des recettes s'explique par l'augmentation des revenus non fiscaux s'établissant à 50,5 MMDH

contre 23,5 MMDH un an auparavant, en hausse de 114,8%, en raison notamment de l'augmentation des versements des CST au profit du budget général (31,8 MMDH contre 6,4 MMDH), des recettes de monopole (9,3 MMDH contre 8,2 MMDH), de la redevance gazoduc (1,5 MMDH contre 1 MMDH) et de la rentrée de 1 MMDH au titre des certificats de Sukuk, conjuguée à la diminution des fonds de concours (1,9 MMDH contre 2,2 MMDH). Hormis le versement exceptionnel de 24 MMDH, les versements des CST au profit du budget général ont atteint 7,8 MMDH contre 6,4 MMDH un an plus tôt,

indique la TGR.

De même, la hausse des revenus est attribuable à l'embellie qu'a connue la recette fiscale (+8,8 MMDH), qui a atteint un montant total de 216,4 MMDH contre 207,5 MMDH à fin décembre 2017, en croissance de 4,2%. L'évolution des recettes fiscales résulte de la hausse des rentrées douanières ainsi que de la fiscalité domestique. En effet, d'après le même rapport, on peut constater que les bénéfices douaniers se sont présentés comme suit : «droits de douane (9,9 MMDH), TVA à l'importation (38,5 MMDH), et TIC sur les produits énergétiques (15 MMDH)» affichant un montant

■ **Le déficit budgétaire pour 2018 ressort à 41,4 milliards de DH, soit 3,7% du PIB**

Le déficit budgétaire, en valeur, pour l'année 2018, s'élève à 41,4 milliards de DH, selon une source sûre. En tenant compte du taux de croissance estimé à 3% par le HCP, et du niveau général des prix (ou le prix implicite du PIB) estimé à 1,6% également par le HCP, le déficit budgétaire en proportion du PIB s'établirait à 3,7%. Un niveau légèrement inférieur à la dernière estimation du ministère des finances, mais

largement supérieur à sa prévision initiale (3%).

Finances publiques , Budget 2018 : Le Maroc doit son salut aux pays du Golfe/www.ecoactu.ma du 29 janvier 2019



A fin décembre 2018, les recettes ordinaires ont été réalisées à hauteur de 114,2% des prévisions. Le taux de réalisation des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux a été de 101,8%.

La situation provisoire des charges et ressources du Trésor à fin décembre 2018 laisse apparaître une hausse des recettes ordinaires de 15,5% et une hausse des dépenses ordinaires émises de 2,9%, dégageant un solde ordinaire positif de 47,1 Mds de DH. Toutefois, compte tenu d'un besoin de financement de 38,1 Mds de DH et d'un flux net négatif du financement extérieur de 1,9 Mds de DH, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 40,1 Mds de DH.

Dans le détail, les recettes ordinaires se sont établies à 266,9 Mds de DH contre 231,1 Mds de DH à fin décembre 2017 soit une hausse de 15,5% compte tenu d'un versement exceptionnel de **24 Mds de DH** effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé « Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe ». Hormis ce versement, les recettes ordinaires ont enregistré une hausse de 5,1%.

Il ressort également des chiffres publiés par la TGR que les recettes non fiscales ont affiché une hausse de 114,8% portées essentiellement par les droits de douane de 12,9%, suivi des impôts indirects de 5%, des droits d'enregistrement et de timbre de 4,6%.

Les recettes fiscales ont été de 216,4 Mds de DH contre 207,5 Mds de DH à fin décembre 2017, en hausse de 4,2%.

Les recettes provenant de la TVA à l'importation se sont établies à 38,5 Mds de DH à fin décembre 2018 contre 36,2 Md de DH, soit une hausse de 6,4% provenant essentiellement des importations des produits énergétiques. Ces derniers représentent 41% du total TVA à l'importation.

En matière de fiscalité domestique, les recettes réalisées se sont établies à fin décembre 2018 à 139,4 Mds de DH contre 135 Mds de DH à fin décembre 2017, soit une hausse de 3,3%. Dans cette catégorie, les recettes de l'IS ont baissé de 0,2% passant de 50,9 Mds de DH à fin décembre 2018 contre 51 Mds de DH à fin décembre 2017. Les restitutions de l'IS se sont établies à 1,1 Md de DH à fin décembre 2018 contre 631 MDH à fin décembre 2017.

Les chiffres publiés ne font pas ressortir la part de l'amnistie dans le total des recettes fiscales. D'où la question qui se pose : l'effet de l'amnistie fiscale n'est-elle pas à la hauteur des effets escomptés ? Autant dire que dans un contexte empreint de morosité économique, l'amnistie est un vœux pieux. D'où l'intérêt de sa reconduction dans un contexte plus porteur sur le plan économique.

Des recettes pour quelles réalisations ?

A fin décembre 2018, les recettes ordinaires ont été réalisées à hauteur de 114,2% des prévisions. Les dépenses ordinaires ont été exécutées pour 98,6% et les dépenses d'investissement ont été émises pour 99,4%. Ce taux de réalisation des prévisions des recettes ordinaires de 114,2 s'explique notamment par le versement exceptionnel de 24 Mds de DH effectué par les pays du Golfe ainsi que par la rentrée de 1,9 Md de DH au titre des fonds de concours qui ne sont pas prévus par la loi de finances. Hormis ces recettes, le taux de réalisation s'établit à 103%.

Les droits d'enregistrement et timbre ont enregistré une diminution de 1,9 Md de DH par rapport aux prévisions. Le taux de réalisation des prévisions des dépenses de personnel, soit 97,4%, s'explique notamment par le retard lié aux avancements et au lancement des concours pour le recrutement des fonctionnaires au niveau de certains ministères. Le taux de réalisation des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux a été de 101,8%, sachant qu'à fin 2017, les demandes de remboursement de la TVA et de restitution de l'IS ont été respectivement de 33,2 Mds de DH et de 3,9 Mds de MDH.

Le Fisc et la Douane sauvent le Budget de l'Etat en 2018/www.medias24.com du 29 janvier 2019



Grâce à une hausse des recettes douanières de 5,7% et une progression de 3,3% de la fiscalité domestique, le déficit budgétaire ne s'est accru que de 2 MMDH en 2018. Le déficit budgétaire en pourcentage du PIB s'aggrave néanmoins par rapport à 2017.

La TGR vient de publier les chiffres provisoires des finances publiques pour 2018.

Par rapport aux prévisions, les principales évolutions négatives ont été les suivantes:

-Dons reçus en 2017: 9,5 MMDH. Dons escomptés en 2018 dans la Loi de Finances: 7 MMDH. Dons réellement reçus: 2,8 MMDH. Donc 4,2 MMDH de prévisions en moins.

-Des dépenses d'investissement émises en hausse de 800 MDH.

Au cours de l'été 2018, et au moment où l'administration élaborait le projet de loi de Finances, les estimations de clôture de 2018 étaient pessimistes. A la fin du 1er semestre, on constatait une baisse de 3 MMDH des recettes fiscales, provoquées essentiellement par la baisse de l'IS. Ainsi qu'une hausse de 3,2 MDH des charges de compensation, une hausse des émissions au titre des dépenses d'investissement. Si

l'on continuait sur la même trajectoire, on s'acheminait vers une aggravation de 9,7 MMDH du déficit budgétaire par rapport à 2017.

Au final, le solde du budget général de l'Etat ne s'aggrave que de 2 MMDH, passant de 35,7 MMDH à 37,7 MMDH, selon les chiffres provisoires de la Trésorerie générale du Royaume. La hausse du déficit du budget a certes été contenue par rapport à la tendance observée au premier semestre. Mais elle évolue néanmoins plus vite que le taux de croissance du PIB limité à 3% en 2018 selon le HCP. De sorte que le déficit budgétaire en pourcentage du PIB s'est aggravé.

Les principales améliorations au cours du second semestre 2018 sont venues des recettes fiscales et douanières, ainsi que d'un gros effort de recouvrement de la part de la TGR.

>Evolution des recettes

Hausse des recettes ordinaires de 5,1%. Compte tenu du changement de support budgétaire entre le compte d'affectation spéciale intitulé « Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe » et le budget général pour un montant de 24 MMDH, sans impact sur le solde budgétaire, les recettes ordinaires ont enregistré une hausse de 15,5% provenant de :

1- **la hausse des recettes douanières de 5,7%** : droits de douane (+12,9%), TVA à l'importation (+6,4%) et taxe intérieure de consommation (TIC) sur les produits énergétiques (+0,2%) ;

2- l'accroissement de la **TIC sur les tabacs manufacturés** (+9,1%) et des autres TIC (+1,4%) ;

3- l'augmentation de la **fiscalité domestique** de 3,3% :

- IS (-0,2%) : à fin 2018, les restitutions de l'IS sont de 1,1 MMDH contre 631 MDH un an auparavant, étant précisé qu'à fin décembre 2017, les demandes de restitution de l'IS ont été de 3,9 MMDH ;

- IR (+4,4%) ;

- TVA à l'intérieur (+4,8%) : à fin 2018, les remboursements (la part supportée par les collectivités territoriales comprise) sont de 7.343 MDH contre 7.189 MDH un an auparavant, étant précisé qu'à fin décembre 2017 les demandes de remboursement de TVA ont été de 33,2 MMDH ;

- droits d'enregistrement et timbre (+4,6%), étant précisé que les données comptables de décembre 2017 relatives aux droits d'enregistrement et timbre (14.951 MDH) présentent un écart en moins de 718 MDH par rapport aux

données statistiques communiquées pour les besoins du bulletin de décembre de la même année (15.669 MDH) ;

- et majorations de retard (+30,1%).

4- la hausse des **recettes non fiscales** de 114,8% en raison notamment de l'augmentation des versements des comptes spéciaux du Trésor (CST) au profit du budget général (31,8 MMDH contre 6,4 MMDH), de la **redevance gazoduc** (1,5 MMDH contre 1 MMDH), de la rentrée de 1 MMDH au titre des certificats de **Sukuk** et des **recettes de monopoles** (9,3 MMDH contre 8,2 MMDH), étant précisé que la CDG n'a pas versé de dividendes depuis 2016. Les fonds de concours sont passés de 2,2 MMDH en 2017 à 1,9 MMDH à fin 2018.

Hormis le versement exceptionnel de 24 MMDH, les versements des CST au profit du budget général ont atteint 7,8 MMDH contre 6,4 MMDH un an auparavant.

>Au niveau des dépenses

- un taux d'engagement global des dépenses de 86% et un taux d'émission sur engagements de 92% contre respectivement 83% et 92% un an auparavant ;

- des dépenses ordinaires émises en hausse de 2,9%, en raison de l'augmentation de 3,2% des dépenses de biens et services, due à la hausse de 1% des dépenses de personnel et de 6,8% des autres dépenses de biens et services, ainsi que de la hausse de 1,1% des charges en intérêts de la dette et de 14,2% des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, conjuguée à la diminution de 2,1% des émissions de la compensation ;

Le montant global des remboursements de TVA (à l'intérieur et à l'importation, avec la part supportée par les collectivités territoriales comprise) sont de 7.647 MDH contre 7.461 MDH à fin décembre 2017.

Les dépenses de personnel ont enregistré une diminution de 2,9 MMDH par rapport aux prévisions, due notamment au retard lié aux avancements et au lancement des concours pour le recrutement des fonctionnaires au niveau de certains ministères.

- des dépenses d'investissement émises en augmentation de 1,2% (67,8 MMDH contre 67 MMDH), en raison de l'augmentation de 2,2% des dépenses des ministères et de la diminution de 1% des charges communes.

>Soldes du Trésor

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, l'exécution de la loi de finances fait ressortir :

- un solde ordinaire positif de 23,1 MMDH contre un solde positif de 17,4 MMDH un an auparavant. Compte tenu du versement exceptionnel de 24 MMDH effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé « Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe » au profit du budget général, le solde ordinaire à fin décembre 2018 est positif de 47,1 MMDH ;

- un **déficit du Trésor de 37,7 MMDH à fin décembre 2018**, compte tenu d'un solde négatif de 17 MMDH dégagé par les CST et les services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA), contre un déficit du Trésor de **35,7 MMDH à fin décembre 2017** compte tenu d'un solde positif de 13,9 MMDH dégagé par les CST et les SEGMA.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte de la rentrée de 2,8 MMDH au titre des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe contre 9,5 MMDH à fin décembre 2017.

Réalisation des prévisions de la loi de finances 2018 en MDH				
	LF 2018	Décembre 2018	Taux de réalisation	Ecart
1- RECETTES ORDINAIRES	233 813	266 899	114,7%	35 674
1.1- Recettes fiscales :	218 605	216 351	99,0%	-334
<i>Impôts directs</i>	97 869	96 575	98,7%	1 294
<i>Impôt sur les sociétés</i>	51 669	50 871	98,5%	-798
<i>Impôt sur le revenu</i>	41 848	42 029	100,4%	181
<i>Impôts indirects</i>	93 471	94 267	100,9%	796
<i>TVA à l'intérieur</i>	27 668	27 227	98,4%	-441
<i>TVA à l'importation</i>	38 416	38 471	100,1%	55
<i>Taxes intérieures de consommation</i>	27 387	28 569	104,3%	1 182
<i>Droits de douane</i>	9 734	9 875	101,4%	141
<i>Droits d'enregistrement et de timbre</i>	17 531	15 634	89,2%	-1 897
1.2- Recettes non fiscales :	15 208	50 548	332,4%	35 340
<i>Monopole et participations</i>	9 821	9 294	94,6%	-527
<i>Domaine</i>	355	382	107,6%	27
<i>Autres recettes</i>	5 032	40 872	812,2%	35 840
2- DEPENSES ORDINAIRES	223 027	219 833	98,6%	-3 194
2.1- Biens et services :	174 996	171 785	98,2%	-3 211
<i>Personnel</i>	108 854	105 993	97,4%	-2 861
<i>Autres biens et services</i>	66 142	65 792	99,5%	-350
2.2- Intérêts de la dette :	27 112	27 016	99,6%	-96
<i>Intérieure</i>	23 470	23 548	100,3%	78
<i>Extérieure</i>	3 642	3 468	95,2%	-174
2.3- Compensation	13 719	13 705	99,9%	-14
2.4- Rembours, dégrèvements et restitutions fiscales	7 200	7 327	101,8%	127
3- INVESTISSEMENT	68 230	67 839	99,4%	-391

وزارة المالية: 2018 انتهت بعجز في الخزينة ناهز 38 مليار درهم

المديونية الداخلية تقترب من 550 مليار درهم



وزارة المالية : 2018 انتهت بعجز في الخزينة ناهز 38 مليار درهم المديونية الداخلية تقترب من 550 مليار درهم

عماد عادل



بمعدل 1.6 في المئة لتناهز 3.5 مليار درهم عوض 3.4 مليار درهم المسجلة في نفس التاريخ من العام الماضي.

على صعيد آخر أفادت مديرية الخزينة والمالية الخارجية، بأن وضعية التجمعات وموارد الخزينة افضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 37.7 مليار درهم عند متم دجنبر 2018، مقابل 35.7 مليار درهم في نفس الفترة من السنة الماضية.

وأوضحت المديرية أن هذا الارتفاع في مستوى العجز يعزى أساسا إلى كون الحسابات الخاصة للخزينة ولصالح الدولة التي يتم تدبيرها بكيفية مستقلة المعروفة اختصارا بـ SEGMA - سجلت رصيدا سلبيا

ناهز 17 مليار درهم وقلقت المداخل العادية إلى 266.9 مليار درهم مقابل 231.1 مليار درهم سنة 2017، بزيادة نسبتها 15,5 في المئة، وذلك بفضل تحويل استثنائي بقيمة 24 مليار درهم من «الحساب الخاص بهبات نول مجلس التعاون الخليجي» للخدمة الميزانية العامة.

في المقابل، سجلت المداخل العادية

قالت وزارة الاقتصاد والمالية في تقريرها الشهري الذي تعدده مديرية الخزينة العامة إن جاري الدين الداخلي للمغرب بلغ عند متم دجنبر الماضي 549 مليار درهم، بارتفاع سعده 5.6 في المئة مقارنة مع مستواد في نهاية عام 2017، وعزت الوزارة ارتفاع منسوب الدين الداخلي إلى اقتراض الخزينة من السوق المحلي البالغ تقدر بنحو 29.5 مليار درهم نتيجة لطرحها عبر سندات الخزينة لأزيد من 115.1 مليار درهم وتسديدها لحوالي 85.6 مليار درهم.

وأكدت بيانات مديرية الخزينة أن نفقات خدمة ديون الخزينة ارتفعت إلى متم شهر دجنبر 2018 الماضي بنسبة 1.1 في المئة لتصل إلى 27 مليار درهم كقوائد عوض 26.7 مليار درهم المسجلة في التاريخ نفسه من العام 2017، وابتلعت فوائد الديون الداخلية وحدها 23.5 مليار درهم بارتفاع سعده 1 في المئة، بالمقابل ارتفعت كلفة فوائد المديونية الخارجية

3,1 في المئة، ونفقات الاستثمار به 1,2 في المئة. وتكر الصغر ذاته ان الالتزامات المتعلقة بالنفقات، بما فيها تلك التي لا تخضع لتأشير مسبق للالتزامات، ارتفعت إلى 471,4 مليار درهم سنة 2018، لتمثل نسبة 86 في المئة، مقابل 83 في المئة سنة قبل تلك.

ويخصوص النفقات برسم الميزانية العامة، اشارت الخزينة العامة للمملكة إلى انها سجلت تراجعها نسبتته 0,8 في المئة لتبلغ 322,7 مليار درهم متم شهر دجنبر 2018، بفعل انخفاض تجمعات الدين المدرج في الميزانية بنسبة 13,1 في المئة، مفرونة بارتفاع نفقات التسيير بنسبة

ارتفاعا بنسبة 5,1 في المئة، مبرزة ان هذه الزيادة تعزى إلى ارتفاع المداخل غير الضريبية بنسبة 114,8 في المئة، والضرائب المباشرة (زائد 2,6 في المئة) والرسوم الجمركية (زائد 12,9 في المئة)، والضرائب غير المباشرة (زائد 5 في المئة)، وحقوق التسجيل والختير (4,6 في المئة).

عجز الميزانية بلغ 37,7 مليار درهم حتى متم دجنبر 2018

وأضاف أن انخفاض تحصيلات الدين المدرج في الميزانية يعزى بشكل رئيسي، إلى انخفاض سداد الدين الأساسي بنسبة 21,6 في المائة (35 مليار درهم مقابل 44,6 مليار درهم)، بسبب تأثير عمليات إعادة الشراء وتبادل سندات الخزينة بهدف إعادة تكييف حالة الدين، وكذا بفعل تراجع اللجوء إلى السندات قصيرة الأمد. من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مداخيل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 91,4 مليار درهم، أخذا بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحملات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار ب 15,8 مليار درهم، والعائدات التي بلغت 2,8 مليار درهم برسم هبات من دول الخليج. وسجل المصدر ذاته أن النفقات بلغت 109,2 مليار درهم نظرا لتحويل مبلغ 31,8 مليار درهم لفائدة الميزانية العامة، موضحا أن هذه النفقات تشمل الجزء المحسوب على الحسابات الخاصة للخزينة، برسم المبالغ المسددة، والخصومات، والمبالغ المستردة من الضرائب ب 2,5 مليار درهم.

وأضافت النشرة أن رصيد جميع الحسابات الخاصة للخزينة سلبي ب 17,8 مليار درهم، مشيرة إلى أنه عدا التحويل الاستثنائي لمبلغ 24 مليار درهم من "الحساب الخاص بهبات دول مجلس التعاون الخليجي" لفائدة الميزانية العامة، فإن هذا الرصيد كان إيجابيا ب 6,2 مليار درهم. وأوضحته أنه على مستوى مداخيل مصالح النبوة التي تدير بكيفية مستقلة، فقد بلغت 3,6 مليار درهم مقابل 3 مليار درهم متم شهر دجنبر 2017، بارتفاع نسبته 20,7 في المائة، فيما بلغت المصاريف 2,85 مليار درهم مقابل 2,94 مليار درهم برسم السنة الفارطة. وذلك بانخفاض نسبته 3,2 في المائة.

أفادت الخزينة العامة للمملكة بأن الوضعية المؤقتة للتحملات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 37,7 مليار درهم سنة 2018، مقابل 35,7 مليار درهم قبل عام. وأوضحت الخزينة العامة، في نشرتها الشهرية لإحصائيات المالية العمومية لشهر دجنبر 2018، أن هذا العجز يعزى إلى رصيد سلبي بلغ 17 مليار درهم للحسابات الخاصة للخزينة ومصالح الدولة التي يتم تدبيرها بكيفية مستقلة. وأضافت النشرة أن المداخيل العادية بلغت 266,9 مليار درهم مقابل 231,1 مليار درهم سنة 2017، بزيادة نسبتها 15,5 في المائة، وذلك بفضل تحويل استثنائي بقيمة 24 مليار درهم من "الحساب الخاص بهبات دول مجلس التعاون الخليجي" لفائدة الميزانية العامة. وأوضحت النشرة أنه باستثناء هذا التحويل، سجلت المداخيل العادية ارتفاعا بنسبة 5,1 في المائة، مبرزة أن هذه الزيادة تعزى إلى ارتفاع المداخيل غير الضريبية بنسبة 114,8 في المائة، والضرائب المباشرة (زائد 2,6 في المائة) والرسوم الجمركية (زائد 12,9 في المائة)، والضرائب غير المباشرة (زائد 5 في المائة)، وحقوق التسجيل والتتير (4,6 في المائة). ويختصم النفقات برسم الميزانية العامة، أشارت الخزينة العامة للمملكة إلى أنها سجلت تراجعا نسبته 0,8 في المائة لتبلغ 322,7 مليار درهم متم شهر دجنبر 2018، بفعل انخفاض تحصيلات الدين المدرج في الميزانية بنسبة 13,1 في المائة، مقرونة بارتفاع نفقات التشغيل بنسبة 3,1 في المائة، ونفقات الاستثمار ب 1,2 في المائة. وذكر المصدر ذاته أن الالتزامات المتطرفة بالنفقات، بما فيها تلك التي لا تخضع لتأشير مسبق للالتزامات، ارتفعت إلى 471,4 مليار درهم سنة 2018، لتمثل نسبة 86 في المائة، مقابل 83 في المائة سنة قبل ذلك.

عجز الميزانية بلغ 37,7 مليار درهم حتى متم دجنبر 2018

الأخبار

لا تخضع لتأشير مسبق للالتزامات، ارتفعت إلى 471,4 مليار درهم سنة 2018، لتمثل نسبة 86 في المائة، مقابل 83 في المائة سنة قبل ذلك. وأضاف أن انخفاض تحملات الدين المدرج في الميزانية يعزى بشكل رئيسي، إلى انخفاض سداد الدين الأساسي بنسبة 21,6 في المائة (35 مليار درهم مقابل 44,6 مليار درهم)، بسبب تأثير عمليات إعادة الشراء وتبادل سندات الخزينة بهدف إعادة تكييف حالة الدين، وكذا بفعل تراجع اللجوء إلى السندات قصيرة الأمد. من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مداخيل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 91,4 مليار درهم، أخذا بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحملات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بـ 15,8 مليار درهم، والعائدات التي بلغت 2,8 مليار درهم برسم هبات من دول الخليج.

الميزانية العامة. وأوضحت النشرة أنه باستثناء هذا التحويل، سجلت المداخيل العادية ارتفاعا بنسبة 5,1 في المائة، مبرزة أن هذه الزيادة تعزى إلى ارتفاع المداخيل غير الضريبية بنسبة 114,8 في المائة، والضرائب المباشرة (زائد 2,6 في المائة)، والرسوم الجمركية (زائد 12,9 في المائة)، والضرائب غير المباشرة (زائد 5 في المائة)، وحقوق التسجيل والتنبر (4,6 في المائة). وبخصوص النفقات برسم الميزانية العامة، أشارت الخزينة العامة للمملكة إلى أنها سجلت تراجعاً نسبته 0,8 في المائة لتبلغ 322,7 مليار درهم متم شهر دجنبر 2018، بفعل انخفاض تحملات الدين المدرج في الميزانية بنسبة 13,1 في المائة، مقرونة بارتفاع نفقات التسيير بنسبة 3,1 في المائة، ونفقات الاستثمار بـ 1,2 في المائة. وذكر المصدر ذاته أن الالتزامات المتعلقة بالنفقات، بما فيها تلك التي

أفادت الخزينة العامة للمملكة بأن الوضعية المؤقتة للتحملات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 37,7 مليار درهم سنة 2018، مقابل 35,7 مليار درهم قبل عام. وأوضحت الخزينة العامة، في نشرتها الشهرية لإحصائيات المالية العمومية لشهر دجنبر 2018، أن هذا العجز يعزى إلى رصيد سلبي بلغ 17 مليار درهم للحسابات الخاصة للخزينة ولمصالح الدولة التي يتم تدبيرها بكيفية مستقلة. وأضافت النشرة أن المداخيل العادية بلغت 266,9 مليار درهم مقابل 231,1 مليار درهم سنة 2017، بزيادة نسبتها 15,5 في المائة، وذلك بفضل تحويل استثنائي بقيمة 24 مليار درهم من "الحساب الخاص بهبات دول مجلس التعاون الخليجي" لفائدة

مداخيل الضريبة على الدخل فاقت 42 مليار درهم في 2018 / الاتحاد الاشتراكي في 31
يناير 2019 ص.4

انتعاش «المداخيل الجبائية» بـ 4.2% بفضل TVA الضريبة على الدخل

مداخيل الضريبة على الدخل فاقت 42 مليار درهم في 2018

عماد عادل



ارتفع مجموع المداخيل الجبائية التي دخلت الخزينة العامة للمملكة خلال سنة 2018، بحوالي 4.2 في المائة ليستقر عند حدود 216.3 مليار درهم، وهو رقم وإن كان أدنى بحوالي 2.3 مليار درهم من توقعات قانون المالية 2018 الذي كان يراهن على تحصيل 218.6 مليار درهم إلا أنه في الواقع من موارد الخزينة بنسبة 5.1 في المائة.

ويأتي اجتهاد الحكومة في تحصيل المزيد من الضرائب سنويا في ظل ضعف تدفقات الدعم الخليجي الذي كانت تستفيد منه الميزانية العامة خلال السنوات الأخيرة، ضمن الحساب الخاص بهذا الصندوق، الذي لم يستقبل سنة 2018 سوى 2.8 مليار درهم عوض 7 ملايين درهم التي كانت الحكومة تعول عليها عند تحضيرها للثبوتها المالي . كما يأتي ارتفاع «المحصول الضريبي» لسنة 2018 في محاولة من الحكومة لسد فجوة العجز الهيكلي في الميزانية العامة، والذي تفاقم العام المنصرم بملياري درهم مقارنة مع مستواه في جنتبر 2017 ، حيث ناهز 38 مليار درهم (انظر مقالنا لعدد أمس الأربعاء) . وثلك على الرغم من كون وزير الاقتصاد والمالية السابق، محمد بوسعيد، كان قد عدل إلى تحويل 24 مليار درهم من خاتمة «الحساب الخاص بهيئات دول مجلس التعاون الخليجي» نحو خاتمة «المداخيل العادية للخزينة» وهو ما جعل هذا التحويل الاستثنائي يرفع مداخيل الخزينة بنحو 15.5 في المائة ليستقر عند حدود 267 مليار درهم، إلا ان ذلك لم يمنع من تقليص حصة العجز الذي يشكل نقطة ضعف مزمنة في المالية العمومية للبلاد. ونسب هذا العجز الهيكلي، تحاول الحكومة، من خلال جديتها أكبر قدر ممكن من الضرائب، ملء

درهم (+ 4.8 في المائة) ورفعت الدولة من حصتها من الرسم المهني ب (+ 14.3 في المائة). أما الضريبة على الدخل فقد جنت منها الخزينة خلال 2018 أزيد من 42.3 مليار درهم عوض 40.3 مليار درهم في 2017 أي بزيادة معدلها (+ 4.4 في المائة) كما زادت جبائيات الرسم على السكن (+ 30.3 في المائة) وغرامات التأخير (+ 30.1 في المائة) ..

على منتجات الطاقة الذي ناهز 16 مليار درهم (+ 0.2 في المائة)، والرسم الداخلي على استهلاك التبغ المصنع (+ 9.1 في المائة) والأنواع الأخرى من رسوم الاستهلاك (+ 1.4 في المائة). من جهة أخرى تمكنت المديرية العامة للضرائب من رفع محصول الضرائب المحلية التي سجلت في نهاية 2018، زيادة 3.3 في المائة ومن ضمنها ضريبة القيمة المضافة التي ارتفعت إلى 27.2 مليار

الخزينة بما يكفي من المداخيل الجبائية، وهو الشيء الذي تؤكد معدلات الارتفاع التي فطرت إليها مختلف أنواع الضرائب، باستثناء الضريبة على الشركات، حيث ارتفعت مداخيل الخزينة العامة من الرسوم الجمركية (+ 12.9 في المائة) لتناهز 9.9 مليار درهم، وضريبة القيمة المضافة على الواردات (+ 6.4 في المائة) لتقارب من 38.5 مليار درهم، والرسم الداخلي على الاستهلاك (TIC) المفروض

عجز الميزانية يتفاقم ب 37,7 ملايين درهم / الأحداث المغربية في 31 يناير 2019 ص.16

انتهت وضعية الميزانية خلال السنة الماضية على وقع تفاقم عجز بلغ 37.7 مليار درهم. يأتي ذلك في الوقت التي ارتفعت المداخيل من غير الهبات الخليجية بنسبة 5.1 فقط. في الوقت الذي لم تسجل النفقات إلا انخفاضا طفيفا لم يتعد 0.8 في المائة فقط.

رغم تحويل استثنائي لهبات دول الخليج

عجز الميزانية يتفاقم ب 37,7 ملايين درهم

• أحمد بلحمدي

رغم ارتفاع المداخيل، إلا أن الميزانية انتهت السنة الماضية على وقع عجز بـ 37.7 مليار درهم، وذلك مقابل 35.7 مليار درهم خلال سنة 2017.

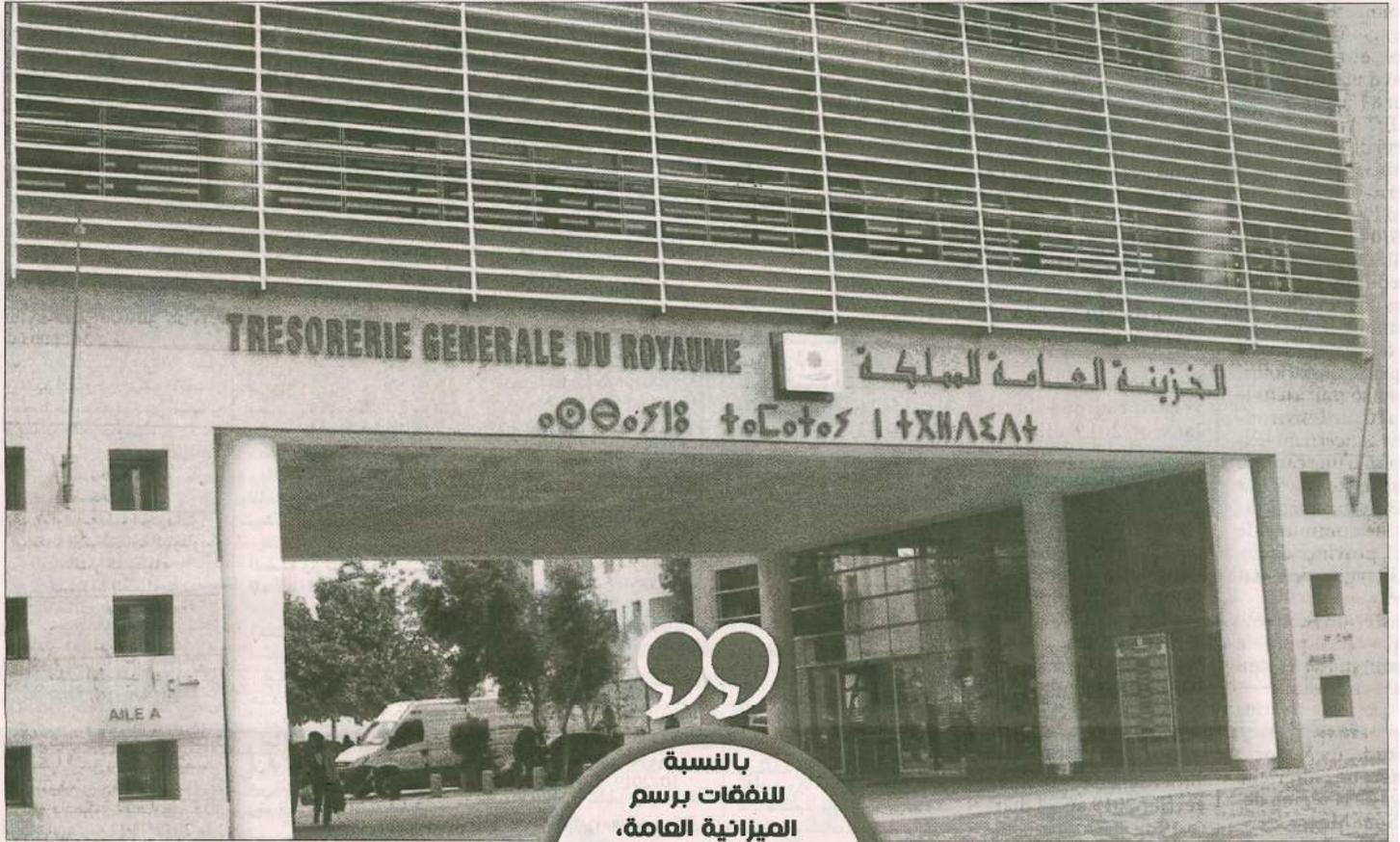
وحسب المعطيات الأخيرة التي أفرجت عنها الخزينة العامة للمملكة، فإن هذا العجز ناتج عن رصيد سلبي بـ 17 مليار درهم على مستوى الحسابات الخاصة للخزينة ولصالح الدول المدبرة بشكل مستقل.

وبلغت المداخيل العادية 266.9 مليار درهم، مقابل 231.1 مليار درهم سنة 2017، بزيادة نسبتها 15.5 في المائة، غير أن الارتفاع ناتج أساسا بفضل تحويل استثنائي بقيمة 24 مليار درهم من «الحساب الخاص بهبات دول مجلس التعاون الخليجي» لفائدة الميزانية العامة، علما أنه من دون هذا التحويل، فإن المداخيل ارتفعت بنسبة 5.1 في المائة فقط.

وفي التفاصيل، يعزى ارتفاع المداخيل بهذه النسبة إلى زيادة المداخيل غير الضريبية بنسبة 114.8 في المائة، والضرائب المباشرة بزائد 2.6 في المائة والرسوم الجمركية بزائد 12.9 في المائة، والضرائب غير المباشرة بزائد 5 في المائة، وحقوق التسجيل والتندير بـ 6 في المائة.

وأما بالنسبة للنفقات برسم الميزانية العامة، أشارت الخزينة العامة للمملكة إلى أنها سجلت تراجعاً نسبته 0.8 في المائة لتبلغ 322.7 مليار درهم متم شهر دجنبر 2018، بفعل انخفاض تحميلات الدين المدرج في الميزانية بنسبة 13.1 في المائة، مقرونة بارتفاع نفقات التسيير بنسبة 3.1 في المائة، ونفقات الاستثمار بـ 1.2 في المائة.

كما أبرزت الخزينة أن الالتزامات المتعلقة بالنفقات، بما فيها تلك التي لا تخضع لتأشير مسبق للالتزامات، ارتفعت إلى 471.4 مليار درهم سنة 2018، لتمثل نسبة 86 في المائة، مقابل 83 في المائة سنة قبل ذلك، مضيفاً أن انخفاض تحميلات الدين المدرج في الميزانية يعزى بشكل رئيسي إلى انخفاض سداد الدين الأساسي بنسبة 21.6 في المائة إلى 35 مليار درهم مقابل 44.6 مليار درهم، بسبب تأثير عمليات إعادة الشراء وتبادل سندات الخزينة.



**بالنسبة
للنفقات برسم
الميزانية العامة،
أشارت الخزينة العامة
للمملكة إلى أنها سجلت
تراجعا نسبته 0,8 في
المائة لتبلغ 322,7 مليار
درهم متم شهر
دجنبر 2018**

ملايير درهم.
وعلى مستوى مداخل مصالح
الدولة التي تدير بكيفية مستقلة، فقد
بلغت 3,6 ملايير درهم مقابل 3 ملايير
درهم متم شهر دجنبر 2017، بارتفاع
نسبته 20,7 في المائة، فيما بلغت
المصاريف 2,85 مليار درهم مقابل
2,94 مليار درهم برسم السنة الفارطة،
وذلك بانخفاض نسبته 3,2 في المائة.

للخزينة سلبي بـ17,8
مليار درهم، علما أنه
باستثناء التحويلات
الاستثنائية لبلغ 24
مليار درهم من «الحساب
الخاص بهبات دول
مجلس التعاون الخليجي»
لغاثة الميزانية العامة، فإن
هذا الرصيد كان إيجابيا بـ6,2

المتعلقة بالحسابات
الخصوصية بلغت
109,2 ملايير درهم
نظرا لتحويل مبلغ
31,8 مليار درهم
لغاثة الميزانية
العامة، تشير الخزينة.
رصيد جميع
الحسابات الخاصة

وبخصوص مداخل الحسابات
الخاصة للخزينة، فقد بلغت 91,4
مليار درهم، أخذا بعين الاعتبار
التحويلات المتوصل بها من التحويلات
المشتركة للميزانية العامة للاستثمار
بـ15,8 مليار درهم، إلى جانب العائدات
التي بلغت 2,8 مليار درهم برسم هبات
من دول الخليج.
وفي هذا الإطار فإن النفقات

عجز الميزانية بالمغرب يقفز إلى 37.7 مليار درهم

العجز يعزى إلى رصيد سلبي بلغ 17 مليار درهم للحسابات الخاصة للخزينة ولمصالح الدولة

وأضاف أن انخفاض تحملات الدين المدرج في الميزانية يعزى بشكل رئيسي، إلى انخفاض سداد الدين الأساسي بنسبة 21,6 في المائة (35 مليار درهم مقابل 44,6 مليار درهم)، بسبب تأثير عمليات إعادة الشراء وتبادل سندات الخزينة بهدف إعادة تكييف حالة الدين، وكذا بفعل تراجع اللجوء إلى السندات قصيرة الأمد.

من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مداخيل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 91,4 مليار درهم، أخذاً بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحويلات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بـ 15,8 مليار درهم، والعائدات التي بلغت 2,8 مليار درهم برسم هبات من دول الخليج.

وسجل المصدر ذاته أن النفقات بلغت 109,2 مليار درهم نظراً لتحويل مبلغ 31,8 مليار درهم لفائدة الميزانية العامة، موضحاً أن هذه النفقات تشمل الجزء المحسوب على الحسابات الخاصة للخزينة، والمبالغ المسددة، والخصومات، والمبالغ المستردة من الضرائب بـ 2,5 مليار درهم.



المساء

أكدت الخزينة العامة للمملكة أن الوضعية المؤقتة للتحملات وموارد الخزينة الهضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 37,7 مليار درهم سنة 2018، مقابل 35,7 مليار درهم قبل عام. وأوضح الخزينة العامة، في نشرتها الشهرية لإحصائيات المالية العمومية لشهر جنتير 2018، أن هذا العجز يعزى إلى رصيد سلبي بلغ 17 مليار درهم للحسابات الخاصة للخزينة ومصالح الدولة التي يتم تدبيرها بكيفية مستقلة.

وأضافت النشرة أن المداخيل العادية بلغت 266,9 مليار درهم مقابل 231,1 مليار درهم سنة 2017، بزيادة نسبتها 15,5 في المائة، وذلك بفضل تحويل استثنائي بقيمة 24 مليار درهم من الحساب الخاص بهبات دول مجلس التعاون الخليجي، لفائدة الميزانية العامة.

وأوضحت النشرة أنه باستثناء هذا التحويل، سجلت المداخيل العادية ارتفاعاً بنسبة 5,1 في المائة، مبرزة أن هذه الزيادة تعزى إلى ارتفاع المداخيل غير الضريبية بنسبة 114,8 في

بـ 1,2 في المائة. وذكر المصدر ذاته أن الالتزامات المتعلقة بالنفقات، بما فيها تلك التي لا تخضع لتأشير مسبق للالتزامات، ارتفعت إلى 471,4 مليار درهم سنة 2018، لتمثل نسبة 86 في المائة، مقابل 83 في المائة سنة قبل ذلك.

العامة للمملكة إلى أنها سجلت تراجعاً نسبته 0,8 في المائة لتبلغ 322,7 مليار درهم متم شهر جنتير 2018، بفعل انخفاض تحملات الدين المدرج في الميزانية بنسبة 13,1 في المائة، مقرونة بارتفاع نفقات التسيير بنسبة 3,1 في المائة، ونفقات الاستثمار

المائة، والضرائب المباشرة (زائد 2,6 في المائة) والرسوم الجمركية (زائد 12,9 في المائة)، والضرائب غير المباشرة (زائد 5 في المائة)، وحقوق التسجيل والتبوير (4,6 في المائة). وبخصوص النفقات برسم الميزانية العامة، أشارت الخزينة

37,7 مليار درهم عجز الميزانية متم دجنبر 2018



أفادت الخزينة العامة للمملكة بأن الوضعية المؤقتة للتحميلات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 37,7 مليار درهم سنة 2018، مقابل 35,7 مليار درهم قبل عام.

وأوضحت الخزينة العامة، في نشرتها الشهرية لإحصائيات المالية العمومية لشهر دجنبر 2018، أن هذا العجز يعزى إلى رصيد سلبي بلغ 17 مليار درهم للحسابات الخاصة للخزينة ومصالح الدولة التي يتم تدبيرها بكيفية مستقلة.

وأضافت النشرة أن المداخيل العادية بلغت 266,9 مليار درهم مقابل 231,1 مليار درهم سنة 2017، بزيادة نسبتها 15,5 في المائة، وذلك بفضل تحويل استثنائي بقيمة 24 مليار درهم من «الحساب الخاص بهبات دول مجلس التعاون الخليجي» لفائدة الميزانية العامة.

وأوضحت النشرة أنه باستثناء هذا التحويل، سجلت المداخيل العادية ارتفاعا بنسبة 5,1 في المائة، مبرزة أن هذه الزيادة تعزى إلى ارتفاع المداخيل غير الضريبية بنسبة 114,8 في المائة، والضرائب المباشرة (زائد 2,6 في المائة) والرسوم الجمركية (زائد 12,9 في المائة)، والضرائب غير المباشرة (زائد 5 في المائة)، وحقوق التسجيل والتبر (4,6 في المائة).

وبخصوص النفقات برسم الميزانية العامة، أشارت الخزينة العامة للمملكة إلى أنها سجلت تراجعاً نسبته 0,8 في المائة لتبلغ 322,7 مليار درهم متم شهر دجنبر 2018، بفعل انخفاض

درهم.

وأضافت النشرة أن رصيد جميع الحسابات الخاصة للخزينة سلبي بـ 17,8 مليار درهم، مشيرة إلى أنه عدا التحويل الاستثنائي لمبلغ 24 مليار درهم من «الحساب الخاص بهبات دول مجلس التعاون الخليجي» لفائدة الميزانية العامة، فإن هذا الرصيد كان إيجابيا بـ 6,2 مليار درهم.

وأوضحت أنه على مستوى مداخل ومصالح الدولة التي تدبر بكيفية مستقلة، فقد بلغت 3,6 مليار درهم مقابل 3 مليار درهم متم شهر دجنبر 2017، بارتفاع نسبته 20,7 في المائة، فيما بلغت المصاريف 2,85 مليار درهم مقابل 2,94 مليار درهم برسم السنة الفارطة، وذلك بانخفاض نسبته 3,2 في المائة.

السندات قصيرة الأمد.

من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مداخل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 91,4 مليار درهم، أخذا بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحميلات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بـ 15,8 مليار درهم، والعائدات التي بلغت 2,8 مليار درهم برسم هبات من دول الخليج.

وسجل المصدر ذاته أن النفقات بلغت 109,2 مليار درهم نظرا لتحويل مبلغ 31,8 مليار درهم لفائدة الميزانية العامة، موضحا أن هذه النفقات تشمل الجزء المحسوب على الحسابات الخاصة للخزينة، برسم المبالغ المسددة، والخصومات، والمبالغ المستردة من الضرائب بـ 2,5 مليار

تحميلات الدين المدرج في الميزانية بنسبة 13,1 في المائة، مقرونة بارتفاع نفقات التسيير بنسبة 3,1 في المائة، ونفقات الاستثمار بـ 1,2 في المائة.

وذكر المصدر ذاته أن الالتزامات المتعلقة بالنفقات، بما فيها تلك التي لا تخضع لتأشير مسبق للالتزامات، ارتفعت إلى 471,4 مليار درهم سنة 2018، لتمثل نسبة 86 في المائة، مقابل 83 في المائة سنة قبل ذلك.

وأضاف أن انخفاض تحميلات الدين المدرج في الميزانية يعزى بشكل رئيسي، إلى انخفاض سداد الدين الأساسي بنسبة 21,6 في المائة (35 مليار درهم مقابل 44,6 مليار درهم)، بسبب تأثير عمليات إعادة الشراء وتبادل سندات الخزينة بهدف إعادة تكييف حالة الدين، وكذا بفعل تراجع اللجوء إلى

تصاعد حجم العجز في 12 شهرا ليصل إلى 37.7 مليارا

عجز الميزانية يتفاقم في 2018 بملياري درهم

جمال الدين الوركاني
jamal-louingnari@gmail.com



بلغت قيمة استيراد الضريبة على القيمة المضافة 5.1 مليار درهم

بلغ عجز الميزانية في السنة الماضية 37.7 مليار درهم، وهو ما تشهق بهما مقداره ملياري درهم، كما انقضى العام المنصرم بزيادة في الإيرادات الضريبية بنسبة 4.2 في المائة.

وفيما يخص ترتيب أحجام الإيرادات الضريبية المخصصة للميزانية العامة، حسب معطيات إقامتها الخزينة العامة للعمليات، حلت أولا الضريبة على القيمة المضافة التي بلغت 60.34 مليار درهم، والتي فرقت بين الخاص منها بالإيرادات والمبالغ 38.25 مليار درهم، والداخلية منها التي بلغت 22.09 مليار درهم.

وحلت ثانيا الضرائب الخاصة بالشركات والتي بلغ حجمها 49.86 مليار درهم، فيما كانت الضريبة على الدخل ثالثة بـ 41.8 مليار درهم، متبوعة بالضرائب المنطقية على الاستهلاك الخاصة بالمنتجات الطاقية بـ 15.73 مليار درهم، وتلا ذلك رسوم التسجيل والتي كانت في حدود 15.63 مليار درهم.

وبلغت الضريبة الداخلية على الاستهلاك الخاصة بالتبضع المصنوع 10.82 مليار درهم، أما الرسوم الحكومية فبلغت 9.69 مليار درهم، فيما بلغت العائدات الخاصة بالأحجار والمناخات على التوالي 9.29 مليار و2.85 مليار درهم.

وعند التحول في بعض التفاصيل الخاصة بالنفقات، فإن تكاليف الموظفين، تم احتواؤها بنسبة 1 في المائة، والتي بلغت 105.9 مليار درهم، وهو ما لا يتضمن في هذا السياق ما تقدمه الدولة باعتبارها مستفلا، في المساهمات الخاصة بالمنطقة الضمنية.

وتحلت النقطة الإيجابية فيما يخص النفقات، لهم جانب الريادة في أرباح المستردة والألمان الضريبي بنسبة بلغت 14.2 في المائة لتبلغ 7.3 مليار درهم في من شهر دجنبر من العام الماضي، فيما بلغت قيمة استرداد الضريبة على القيمة المضافة 5.1 مليار درهم، وهي التي تؤثر بشكل كبير

على التقلبات القليلة الخاصة بالشركات، ورغم ذلك انتهت 2018 بتخفيض في مصاريف المقاصة بنسبة 3.1 في المائة، والتي بلغت 13.7 مليار درهم. وارتفعت الإيرادات الناتجة عن رسوم الاستيراد والضريبة على القيمة المضافة الخاصة بالإيرادات، على التوالي بنسب 12.9 في المائة و6.4 في المائة، ومن جانبا نالت الرسوم على القيمة المضافة الخاصة بالمنتجات الطاقية 15.7 في المائة، وعلى المنتجات الأخرى 4.6 في المائة، أما ذات الضريبة داخليا، فكانت هي الأخرى ماضية في منحى تصاعدي إلى أن تولفت في نسبة 4.8 في المائة.

على التقلبات القليلة الخاصة بالشركات، ورغم ذلك انتهت 2018 بتخفيض في مصاريف المقاصة بنسبة 3.1 في المائة، والتي بلغت 13.7 مليار درهم. وارتفعت الإيرادات الناتجة عن رسوم الاستيراد والضريبة على القيمة المضافة الخاصة بالإيرادات، على التوالي بنسب 12.9 في المائة و6.4 في المائة، ومن جانبا نالت الرسوم على القيمة المضافة الخاصة بالمنتجات الطاقية 15.7 في المائة، وعلى المنتجات الأخرى 4.6 في المائة، أما ذات الضريبة داخليا، فكانت هي الأخرى ماضية في منحى تصاعدي إلى أن تولفت في نسبة 4.8 في المائة.

وتحلت النقطة الإيجابية فيما يخص النفقات، لهم جانب الريادة في أرباح المستردة والألمان الضريبي بنسبة بلغت 14.2 في المائة لتبلغ 7.3 مليار درهم في من شهر دجنبر من العام الماضي، فيما بلغت قيمة استرداد الضريبة على القيمة المضافة 5.1 مليار درهم، وهي التي تؤثر بشكل كبير

الخزينة العامة للمملكة : عجز الميزانية بلغ 37,7 مليار درهم حتى متم دجنبر 2018

الخزينة العامة للمملكة : عجز الميزانية بلغ 37,7 مليار درهم حتى متم دجنبر 2018

الثلاثاء 29 يناير 2019 - 12:48

أفادت الخزينة العامة للمملكة بأن الوضعية المؤقتة للتحملات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 37,7 مليار درهم سنة 2018، مقابل 35,7 مليار درهم قبل عام.

وأوضحت الخزينة العامة، في نشرتها الشهرية لإحصائيات المالية العمومية لشهر دجنبر 2018، أن هذا العجز يعزى إلى رصيد سلبي بلغ 17 مليار درهم للحسابات الخاصة للخزينة ولمصالح الدولة التي يتم تدبيرها بكيفية مستقلة.

وأضافت النشرة أن المداخيل العادية بلغت 266,9 مليار درهم مقابل 231,1 مليار درهم سنة 2017، بزيادة نسبتها 15,5 في المائة، وذلك بفضل تحويل استثنائي بقيمة 24 مليار درهم من "الحساب الخاص بهبات دول مجلس التعاون الخليجي" لفائدة الميزانية العامة.

وأوضحت النشرة أنه باستثناء هذا التحويل، سجلت المداخيل العادية ارتفاعا بنسبة 5,1 في المائة، مبرزة أن هذه الزيادة تعزى إلى ارتفاع المداخيل غير الضريبية بنسبة 114,8 في المائة، والضرائب المباشرة (زائد 2,6 في المائة) والرسوم الجمركية (زائد 12,9 في المائة)، والضرائب غير المباشرة (زائد 5 في المائة)، وحقوق التسجيل والتبتر (4,6 في المائة).

وبخصوص النفقات برسم الميزانية العامة، أشارت الخزينة العامة للمملكة إلى أنها سجلت تراجعا نسبته 0,8 في المائة لتبلغ 322,7 مليار درهم متم شهر دجنبر 2018، بفعل انخفاض تحملات الدين المدرج في الميزانية بنسبة 13,1 في المائة، مقرونة بارتفاع نفقات التسيير بنسبة 3,1 في المائة، ونفقات الاستثمار بـ 1,2 في المائة.

وذكر المصدر ذاته أن الالتزامات المتعلقة بالنفقات، بما فيها تلك التي لا تخضع لتأشير مسبق للالتزامات، ارتفعت إلى 471,4 مليار درهم سنة 2018، لتمثل نسبة 86 في المائة، مقابل 83 في المائة سنة قبل ذلك.

وأضاف أن انخفاض تحملات الدين المدرج في الميزانية يعزى بشكل رئيسي، إلى انخفاض سداد الدين الأساسي بنسبة 21,6 في المائة (35 مليار درهم مقابل 44,6 مليار درهم)، بسبب تأثير عمليات إعادة الشراء وتبادل سندات الخزينة بهدف إعادة تكييف حالة الدين، وكذا بفعل تراجع اللجوء إلى السندات قصيرة الأمد.

من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مداخل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 91,4 مليار درهم، أخذاً بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحملات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بـ 15,8 مليار درهم، والعائدات التي بلغت 2,8 مليار درهم برسم هبات من دول الخليج.

وسجل المصدر ذاته أن النفقات بلغت 109,2 مليار درهم نظراً لتحويل مبلغ 31,8 مليار درهم لفائدة الميزانية العامة، موضحاً أن هذه النفقات تشمل الجزء المحسوب على الحسابات الخاصة للخزينة، برسم المبالغ المسددة، والخصومات، والمبالغ المستردة من الضرائب بـ 2,5 مليار درهم.

وأضافت النشرة أن رصيد جميع الحسابات الخاصة للخزينة سلبى بـ 17,8 مليار درهم، مشيرة إلى أنه عدا التحويل الاستثنائي لمبلغ 24 مليار درهم من "الحساب الخاص بهبات دول مجلس التعاون الخليجي" لفائدة الميزانية العامة، فإن هذا الرصيد كان إيجابياً بـ 6,2 مليار درهم.

وأوضحت أنه على مستوى مداخل مصالح الدولة التي تدبر بكيفية مستقلة، فقد بلغت 3,6 مليار درهم مقابل 3 مليار درهم متم شهر دجنبر 2017، بارتفاع نسبته 20,7 في المائة، فيما بلغت المصاريف 2,85 مليار درهم مقابل 2,94 مليار درهم برسم السنة الفارطة، وذلك بانخفاض نسبته 3,2 في المائة.

المصدر : مديتي.في.كوم و (و.م.ع)

البث المباشر لقناة مدي 1 تي في :